

LE P-DG DE SONELGAZ À PROPOS DE LA HAUSSE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ :

«Nous sommes tranquilles jusqu'à décembre»

A l'issue de la cérémonie qu'il a présidée au siège de Kanaghaz de Boumerdès, filiale de Sonelgaz, cérémonie qui a vu l'installation de Yazid Djellouli, comme P-dg de cette entreprise, nous avons accosté Mustapha Guitouni, président-directeur général du groupe Sonelgaz, qui a bien voulu nous accorder un bref entretien.

Notre première question se rapportait à la facture de consommation des ménages algériens de l'énergie électrique. Bouterfa, votre prédécesseur, que d'aucuns surnommaient «Monsieur augmentation» préconisait le retour vers la vérité des prix de l'énergie. Mais cette vérité risque d'impacter négativement et lourdement les revenus des ménages algériens. Quelle est votre approche en la matière ? C'est notre première question.

«Je crois que l'augmentation qui a eu lieu ne reflète pas exactement le prix réel du kilowatt. En effet, nous produisons un kilowatt à facteur 3 et nous le cédon à facteur 1.Monsieur Bouterfa a parlé des augmentations et il a dit qu'elles n'auront lieu qu'une fois par an. On est donc tranquille jusqu'à

décembre. Moi je pense que mis à part ces augmentations, il faut tout de même dire une vérité : plus on consomme, plus on doit payer. Or, si on économise, on paye logiquement moins».

Revenant sur les augmentations, le P-dg de Sonelgaz nous a affirmé toutefois qu'aucune augmentation n'est prévue dans l'immédiat. Nous le relançons, toujours sur cette facture qui commence à devenir un véritable cauchemar pour toutes les ménagères algériennes. Est-ce au consommateur de payer la facture des erreurs stratégiques du gouvernement ? On entend par erreurs stratégiques la définition du coût véritable de la production nationale, en premier lieu, celui de l'électricité et le prix de cession de cette production à la

population. Comme on s'y attendait, Djellouli n'est pas d'accord avec cette approche et il dira en guise de réponse. «Je ne suis pas de votre avis. Je pense que c'est aux consommateurs d'économiser l'énergie étant donné que le pays se porte mieux.»

Prendre le bon train
de l'industrialisation du pays

Selon le programme qu'on nous a remis, le président de Sonelgaz va procéder aux changements des P-dg de toutes les filiales du Groupe dont il a la charge. Est-ce le changement de cap de ce Groupe ? «Ce n'est pas le premier P-dg de filiale qu'on installe. Certains P-dg de filiales ont bénéficié de retraites méritées. Certains viennent d'autres filiales donc qui ont un peu changé d'activités tout en restant dans les travaux comme Kanaghaz. Changement de cap, non, mais aller vers un cap plus agressif sur le plan commercial et économique, c'est oui. La conjoncture est difficile, il



Photo : DR

Mustapha Guitouni.

est donc urgent d'aller vers l'extérieur. Certes, c'est des entreprises de la Sonelgaz, mais c'est beaucoup plus des entreprises du pays. Nous allons vers l'extérieur et vers d'autres marchés. Pourquoi en effet ne pas s'exporter un peu plus tard et agir en fonction de ce qui se passe dans notre pays ? Au sujet

du cap que vous évoquez, je pense qu'on est sur la bonne voie pour aller de l'avant et nous avons l'ambition d'être acteurs et non en marge de l'industrialisation du pays, y compris son agriculture. Nous voulons être dans le bon train et à la tête», dira-t-il avec conviction.

Abachi L.

SONATRACH-TOTAL

Bouterfa minimise le litige

Le litige entre Total et Sonatrach est pour le ministre de l'Energie, M. Noureddine Bouterfa, un différend contractuel et il est tout à fait naturel, dit-il, «qu'ils essayent de défendre leurs intérêts. Nous savons également défendre les nôtres, et Sonatrach a assez d'arguments sur ce dossier». Il tient à clarifier les choses : «Ce n'est qu'un petit différend, ce n'est pas un enjeu stratégique tel qu'avec les autres partenaires.»

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Le ministre de l'Energie, Noureddine Bouterfa, a effectué, hier, sa première visite de travail et d'inspection, dans la wilaya d'Oran, au niveau de la zone pétrochimique d'Arzew. Abordant lors d'un point de presse le conflit Total/Sonatrach, le ministre assure que la porte est ouverte à un règlement à l'amiable. «Nous avons réglé d'autres problèmes avec d'autres partenaires. Avec Total, il n'y a pas de raison que ça ne soit pas réglé à l'amiable. Ce n'est pas un enjeu stratégique

tel qu'avec les autres partenaires, comme l'ENI qui n'a pas de problème malgré les enjeux financiers qui sont extrêmement importants sans commune mesure avec ceux de Total». A l'issue de sa visite d'inspection, le ministre a tenu à remercier ceux qui, en 2008/2009, ont pris la décision d'engager des réhabilitations des raffineries de Skikda et d'Arzew ce qui a permis, dit-il, «à l'Algérie de maintenir ses unités de carburant à peu près entre 5 à 6 millions de tonnes qui sont disponibles aujourd'hui, c'est quelque chose qu'il faut signaler malgré toutes les critiques qu'ils avaient subies à l'époque». Tout en invitant

Sonatrach à accélérer ses programmes en matière de réalisation de raffineries, le ministre a chargé les dirigeants de l'entreprise d'accélérer la finalisation des discussions dans le domaine de la pétrochimie. Parce que, dit-il, «nous avons besoin de réduire nos exportations en gaz naturel et en pétrole brut et d'aller vers de la transformation locale, c'est un axe sur lequel il faut travailler de manière impérative».

Pour Noureddine Bouterfa, il va falloir, à court terme, trouver de nouvelles sources et de nouvelles énergies. «Nous allons accélérer les programmes en matière d'énergies

renouvelables, sur les deux axes, celui de la fabrication et celui des centrales électriques. On fera les deux en même temps, et ce sera engagé avant la fin de l'année».

Le ministre rappelle que Sonatrach a besoin de réfléchir au long terme. «Regardez ce qui se passe au niveau mondial. Les grandes compagnies pétrolières prennent en compte le renouvelable et moi j'invite Sonatrach à s'impliquer dans la mise en œuvre de programmes nationaux des énergies renouvelables parce que c'est aussi de son intérêt».

A. B.

LE P-DG DE SONATRACH AU SUJET DU LITIGE AVEC LE GROUPE ITALIEN ENI

«Nous allons tout récupérer»

En marge de la visite du ministre de l'Energie, hier à Oran, le P-dg de Sonatrach, M. Maâzouzi, a répondu à une question inhérente au différend opposant la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach au groupe italien ENI, assurant que

tout a été conclu et un accord a été décidé pour un échéancier de remboursement annuel. «Nous allons tout récupérer, cela débutera cette année ou bien l'année prochaine, cela n'a pas encore été fixé, mais nous nous sommes entendus sur les quan-

tités annuelles». Concernant le remplacement de la main-d'œuvre étrangère estimée à 40% des effectifs qui sera remplacée par des compétences algériennes, le P-dg de Sonatrach explique qu'il s'agit d'un accord entre Sonatrach et certaines

sociétés qui ont, parfois, des difficultés financières et qui veulent réduire leur personnel. «Et cela nous arrange, cette main-d'œuvre non seulement coûte cher, mais son remplacement permettra de faire travailler les nationaux».

A. B.

SON RÉSEAU DE SOUS-TRAITANTS VA ÊTRE ÉTOFFÉ

Ambitieux programme pour Algérie Télécom

Un nouveau centre d'excellence dédié aux nouvelles technologies de l'information ouvrira ses portes d'ici octobre prochain. Ce pôle, souligne-t-on, permettra, entre autre, à Algérie Télécom d'augmenter le nombre de ses sous-traitants. Ceci permettra à l'opérateur historique de raccorder un nombre plus important de foyers algériens à internet d'ici trois ans. Ils ne sont actuellement que deux millions de foyers à bénéficier de cette technologie.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Algérie Télécom a toujours justifié ses faibles capacités de production par le manque de sous-traitants. Le problème pourra bientôt être réglé. Le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication et son homologue de la Formation et de l'Enseignement professionnels ont signé hier une convention de coopération portant sur la création d'un centre d'excellence dédié à la forma-

tion aux métiers des technologies de l'information et de la communication.

Situé à Bou Ismail dans la wilaya de Tipasa, ce centre de 500 places pédagogiques, explique-t-on, permettra de former des techniciens «directement opérationnels». L'un des objectifs de ce centre d'excellence, c'est de permettre à Algérie Télécom de renforcer ses capacités de production à travers l'augmentation du nombre de ses sous-traitants. L'opérateur compte

en effet, raccorder onze millions de foyers à internet d'ici trois ans contre deux millions actuellement.

«Ce pôle d'excellence vise à développer une ressource humaine qualifiée dans les métiers des nouvelles technologies et adapter l'offre de formation aux besoins du développement économique et de la compétitivité des entreprises. Il permettra à terme d'accroître la capacité de production d'Algérie Télécom et de ses sous-traitants et de réaliser les ambitions du pays en matière de pénétration de l'internet et de la qualité de service associé. Il contribuera également à l'émergence d'une économie numérique solide», a expliqué le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication qui a alloué une enveloppe de 220 milliards de dinars pour doter ce centre

d'équipement de télécommunication et de laboratoires «de dernière technologie». Algérie Télécom et d'autres entreprises auront la possibilité, a indiqué la ministre du secteur, d'offrir à ses employés une formation continue.

Il mettra également à la disposition du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels le savoir-faire et l'expérience pédagogique des entreprises sous tutelle, faciliter le placement des stagiaires en milieu professionnel (stage pratique ou formation par apprentissage), assurer la maintenance des équipements et des laboratoires en rapport avec les activités des entreprises relevant du ministère de la Poste et des TIC et participer à la validation des programmes de formation, à la confection et à la révision des référentiels de formation

professionnelle. Les deux départements ont également signé deux autres conventions. La première porte sur la mise à niveau de la plateforme ERP (planification des ressources de l'entreprise) et du développement d'un nouveau module relatif à la scolarité et le suivi pédagogique des stagiaires, au niveau des établissements de la formation professionnelle et le second projet porte sur la mise en place d'une plateforme d'enseignement à distance pour la mise en place d'un centre de ressources pédagogiques. Ces initiatives, a expliqué Mohamed Mebarki, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, visent à trouver des alternatives aux hydrocarbures et répondre aux réalités du développement socioéconomique du pays.

S. A.